

Unité départementale du Loiret  
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45 - 5 Avenue Buffon  
Bureaux : 3 rue du Carbone  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 22/07/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES 3 DOMES**

La Tortillerie  
45250 Ouzouer-Sur-Trézée

Références : 296/2026  
Code AIOT : 0010014248

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2026 dans l'établissement LES 3 DOMES implanté LES GATINES 45500 Gien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES 3 DOMES
- LES GATINES 45500 Gien
- Code AIOT : 0010014248
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KEON exploite un méthaniseur sur la commune de Gien depuis son autorisation par arrêté préfectoral d'enregistrement du 22 avril 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Transmission du rapport d'accident/incident | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 2e alinéa | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours              |
| 6  | Gestion des déchets de l'incendie           | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 53                        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                          | Référence réglementaire                                              | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Déclaration de l'accident/incident                         | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa | Sans objet        |
| 3  | Moyens d'alerte et moyens d'intervention incendie          | Arrêté Préfectoral du 22/04/2024, article 2.1.2.                     | Sans objet        |
| 4  | Conformité au dossier de demande d'autorisation            | Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 3                          | Sans objet        |
| 5  | Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident | Autre du 01/01/2000, article sans objet                              | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration de l'accident/incident**

|                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'incident, le samedi 4 juillet 2026, l'exploitant a bien informé l'inspection des installations classées. Pour cela il a utilisé le formulaire de contact de la DREAL Centre-Val de Loire pour signaler la survenue du sinistre. Il a été précisé à l'exploitant que ce n'est pas le canal à privilégier en cas de sinistre. L'inspection doit être informée hors jours ouvrés par mail ou via l'astreinte de la préfecture.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## N° 2 : Transmission du rapport d'accident/incident

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 2e alinéa</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pour rappel :</b></p> <p>Une fois l'incendie terminé, l'exploitant dispose de 15 jours pour le déclarer en ligne via la plateforme <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr">entreprendre.service-public.gouv.fr</a>.</p> <p>Une fois la déclaration faite, l'inspection peut demander de fournir, dans un délai communiqué par la plateforme, un rapport d'incident contenant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les circonstances ;</li> <li>- les causes de l'accident ou de l'incident ;</li> <li>- les substances ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- les effets sur les personnes et l'environnement ;</li> <li>- les mesures d'urgence prises ;</li> <li>- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</li> </ul> <p><b>Écart constaté : l'exploitant n'a toujours pas transmis le rapport d'incident.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, dans les délais impartis, un rapport d'incident comprenant les éléments cités ci-dessus.</p>                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

### N° 3 : Moyens d'alerte et moyens d'intervention incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2024, article 2.1.2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'alerte et de lutte contre l'incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'incendie s'est déclaré sur le site en présence d'un membre de l'équipe ; celui-ci a donc informé sans délai les secours par téléphone.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les secours ont utilisé la bâche souple présente sur le site. Cette réserve contient bien 240 m<sup>3</sup> d'eau. Toute la contenance de la bâche souple a été utilisée, ainsi qu'environ 60 m<sup>3</sup> d'une bâche d'un site ICPE adjacent.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la bâche de 240 m<sup>3</sup> du site du méthaniseur était en cours de remplissage.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'enregistrement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un tas de paille au nord du stockage d'ensilage, de l'autre côté du mur de blocs béton. Ce stockage de paille, intrant du processus de méthanisation, n'est pas pris en compte dans le dossier d'enregistrement initial.<br><br>L'exploitant a informé la préfecture de la présence de cette paille par un dossier de porter à connaissance, reçu le 30 décembre 2025. Ce dossier n'est pas instruit à ce jour et donnera lieu à une demande de complément, notamment au sujet du dimensionnement des moyens de défense incendie du site.<br><br>Toutefois, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a formulé le souhait de retirer de son porter à connaissance le stockage supplémentaire de paille et de faire évacuer la paille présente sur le site.<br><br>L'inspection est dans l'attente de la confirmation par écrit de la modification du document.<br><br><b>Au vu du porter à connaissance reçu le 30 décembre 2025 et dans l'attente de l'instruction du dossier, la prescription est inadaptée.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet un PAC à jour, prenant en compte la suppression ou non du stockage de paille.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 5 : Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident**

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2000, article sans objet |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Description de l'évènement        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>sans objet                        |
| <b>Constats :</b><br><br>sans objet                                      |

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Gestion des déchets de l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 53

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution et évacués régulièrement vers des filières appropriées à leurs caractéristiques.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les déchets en lien avec l'incendie sont présents et correspondent :

- des cendres issues du stock de paille brûlé, ;
- au reste de terre partiellement brûlée ;
- une partie de l'ensilage partiellement brûlé ;
- des eaux d'extinction.

Ces déchets sont actuellement entreposés dans des conditions convenables et prévenant les risques d'accident et de pollution.

Les services de secours ont utilisé uniquement de l'eau pour arroser l'ensilage et les terres (la paille n'a pas été arrosée).

Ainsi, l'exploitant prévoit d'incorporer dans le méthaniseur les restes ci-dessus, en dose permettant de garantir l'intérêt agronomique du produit final (digestat normé).

Il est en de mêmes pour les eaux d'extinction, celles qui n'ont pas été absorbées par les intrants ont été récoltées dans le bassin d'eaux sales et après analyses seront réintroduites dans le méthaniseur.

Toutefois, le jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas encore des analyses justifiant de l'innocuité de la réutilisation des eaux incendie et des restes de combustion dans le processus de méthanisation.

**Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la filière envisagée pour le traitement**

|                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| des déchets de l'incendie (eau d'extinction) est recevable.                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet les justificatifs de l'innocuité de l'introduction des restes de l'incendie (eau et déchets) dans le processus de méthanisation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                        |